

Convention collective

**IDCC : 9712. – EXPLOITATIONS AGRICOLES
(Saône-et-Loire)
(1^{er} janvier 1977)**

(Étendue par arrêté du 26 août 1977,
Journal officiel du 5 octobre 1977)

**AVENANT N° 138 DU 13 JANVIER 2017
RELATIF AU CONTRAT DE TRAVAIL INTERMITTENT
ET AUX CONGÉS EXCEPTIONNELS POUR ÉVÉNEMENTS FAMILIAUX**

NOR : AGRS1797158M
IDCC : 9712

Entre

FDSEA de Saône-et-Loire

D'une part, et

UD CFDT de Saône-et-Loire

SNCEA CFE-CGC

UD CFTC

D'autre part,

il a été convenu ce qui suit :

PRÉAMBULE

Le présent avenant a pour objet :

- d'une part, de compléter les dispositions de l'accord national du 23 décembre 1981 sur la durée du travail dans les exploitations et entreprises agricoles, en prévoyant les emplois pour lesquels il est possible de recourir au contrat de travail intermittent ;
- d'autre part, de mettre les dispositions de la convention collective du 1^{er} janvier 1977, concernant les congés exceptionnels pour événements familiaux, en conformité avec les nouvelles dispositions du code du travail, telles qu'elles résultent de la loi n° 2016-1088 du 8 août 2016 relative au travail, à la modernisation du dialogue social et à la sécurisation des parcours professionnels.

En conséquence, il a été convenu ce qui suit :

Article 1^{er}

Emplois concernés par le contrat de travail intermittent

La rédaction de l'article 43 « Contrat de travail intermittent » de la convention collective est modifiée et remplacée par les dispositions suivantes.

« Article 43

Contrat de travail intermittent

Le contrat de travail intermittent est prévu et régi par les dispositions de l'accord national du 23 décembre 1981 sur la durée du travail dans les exploitations et entreprises agricoles (art. 9.3).

Dans le respect des dispositions de l'accord national précité, sont éligibles à la conclusion d'un contrat de travail intermittent, les salariés (ouvriers, techniciens et agents de maîtrise, cadres) occupant des emplois permanents soumis soit à des variations saisonnières ou de production, soit à des contraintes saisonnières ou extérieures de commercialisation, ou conclus dans le cadre des services de remplacement, comportant par nature une alternance de périodes travaillées et de périodes non travaillées, au sein des exploitations entrant dans le champ de la convention collective ou en faisant une application volontaire. »

Article 2

Mise en conformité des dispositions relatives aux congés pour événements familiaux

L'article 59 « Congés exceptionnels. – Événements familiaux » de la convention collective est modifié comme suit :

« Article 59

Congés exceptionnels. – Événements familiaux

Des congés exceptionnels payés sont accordés aux salariés, sans condition d'ancienneté, dans les cas suivants :

Mariage ou pacte civil de solidarité du salarié	4 jours, portés à 5 jours après 1 an de présence sur l'exploitation
Naissance ou arrivée au foyer d'un enfant adopté	3 jours
Mariage d'un enfant	1 jour, porté à 2 jours après 1 an de présence sur l'exploitation
Décès du père, de la mère	3 jours
Décès d'un enfant	5 jours
Décès du conjoint, du concubin ou du partenaire lié par un pacte civil de solidarité	4 jours
Décès du beau-père, belle-mère, frère, sœur, grand-père ou grand-mère	3 jours
Annonce de la survenue d'un handicap chez un enfant	2 jours

Ces jours de congés doivent être pris en continu, au moment de l'événement en cause. Ils n'entraînent pas de réduction de rémunération et sont comptabilisés comme du travail effectif pour l'acquisition des droits à congés payés. En revanche, ils ne sont pas pris en compte dans le calcul des heures supplémentaires. »

Article 3

Entrée en vigueur

Les dispositions du présent avenant entreront en vigueur à la date de sa signature.

Article 4

Dépôt et extension

Les parties signataires demandent l'extension du présent avenant, qui sera déposé auprès des services de l'unité départementale de Saône-et-Loire de la DIRECCTE Bourgogne-Franche-Comté.

Fait à Mâcon, le 13 janvier 2017.

(Suivent les signatures.)